



SÉRIE EP. 3 En Palestine, la fuite en avant coloniale

En Cisjordanie, un Palestinien enterré deux fois à cause des colons

Le 8 mai, le corps de Hussein Mohammad Asasa a dû être exhumé et inhumé ailleurs, quelques heures après avoir été enterré. Des hommes de la colonie israélienne voisine de Sa-Nur, évacuée en 2005, récemment rétablie et érigée en modèle, menaçaient de le « livrer aux chiens ».

Rachida El Azzouzi

26 mai 2026 à 16h43

Al-Asasa (Cisjordanie occupée).– Hussein Mohammad Asasa a été enterré deux fois. À cause des colons de Sa-Nur, « une mafia », accuse Mohammad, un de ses fils. Depuis leur colonie perchée sur la colline, fusil en bandoulière et mobile homes plantés dans le paysage, les colons surplombent le petit village d'Al-Asasa, au sud de Jénine, et son cimetière vieux de près d'un demi-siècle, 150 tombes à l'ombre des oliviers.

À l'entrée du quartier où vit la famille, un portrait géant de « *Haj Hussein* » a été hissé haut. Pouce levé, costume bleu, il défie le monde avec sérénité. Les habitant·es sont sous le choc. On ne parle plus que de lui, de ça : ne plus pouvoir reposer en paix en Cisjordanie occupée. « *On ne fait que pleurer*, lâche Mohammad. *C'est un traumatisme qui marquera des générations.* » « *Dans quel pays a-t-on déjà vu pareille barbarie ?* », renchérit Bassam, un de ses frères. Ils fument cigarette sur cigarette, alternent colère et sanglots.

Enterré aux côtés des siens, parents, oncles, tantes, frères, sœurs, leur père n'a pas eu le droit d'y demeurer. Le 8 mai, jour de sa mort et de son enterrement, tombé un vendredi, jour de grande prière pour les musulmans, son corps a dû être exhumé en catastrophe, sous la menace, pour être inhumé à nouveau à cinq minutes de voiture, dans le village voisin de Fandaqumiya. Le voilà seul, loin du caveau familial.



Le portrait de Hussein Mohammad Asasa, accompagné de la mention « Un Palestinien a été enterré deux fois. Paix à son âme », en Cisjordanie occupée, en mai 2026. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

« C'est un geste d'hospitalité dans une situation d'urgence. On ne pouvait tout de même pas le laisser sans sépulture, mais ce n'est pas la coutume. C'est comme si on venait s'installer chez quelqu'un, explique Hassen Jarar, conseiller municipal à Fandaqumiya, qui appréhende déjà le prochain décès à Al-Asasa. Si les colons l'ont fait aujourd'hui, ils le feront pour tout le monde. Ils ont gagné. »

En Palestine, l'oppression coloniale ne frappe pas que les vivants. Elle s'abat aussi sur les morts, à peine enveloppés dans leur linceul. Hussein Mohammad Asasa a été privé d'un droit élémentaire, universel : être enterré avec ses proches, dans le respect et la dignité, selon les rites de sa religion. Les colons de Sa-Nur ont signifié aux Palestinien·nes qu'ils ne contrôlaient plus rien. Pas même leur intimité mortuaire. Pas même leur deuil.

L'autorisation d'inhumer a été accordée

Quand, le 8 mai au matin, le vieil homme, qui se plaignait la veille de douleurs à la poitrine et avait été conduit à la clinique, s'éteint à l'âge de 85 ans, ses fils organisent ses funérailles. « En islam, l'idéal est d'enterrer le jour même, avant le coucher du soleil, lorsque c'est possible », précise Mohammad. Avec ses frères, il ne perd pas de temps. Al-Asasa est en zone C, sous contrôle total de l'armée israélienne. Il faut une autorisation.



Mohammad Asasa, un des fils de Hussein Mohammad Asasa, dans le cimetière de Fandaqumiya (Cisjordanie occupée), en mai 2026. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Dans l'après-midi, ils obtiennent, avec le président du conseil municipal, l'accord des militaires par l'intermédiaire du Cogat, l'organisme du ministère de la défense israélien chargé des affaires civiles dans les territoires occupés. Une condition est imposée : le cortège funèbre ne devra pas dépasser la cinquantaine de personnes. Ils la respectent. À 17 h 30, ils pénètrent dans le cimetière. Les hommes seulement, pas les femmes. Il y a là les proches, mais aussi des villageois d'Al-Asasa et des environs.

À quelques centaines de mètres à peine, depuis la colline, les colons guettent. Évacuée en 2005 dans le cadre du plan de désengagement israélien, en même temps que les colonies de la bande de Gaza, Sa-Nur a été officiellement rétablie le 19 avril, dans un contexte d'accélération sans précédent de la colonisation, lors d'une cérémonie en grande pompe, en présence de ministres israéliens et de leaders de colons. « *L'armée avait bouclé la région, fermé les routes. On ne pouvait pas sortir* », se souvient un habitant.

Le ministre de la défense, Israël Katz, y a été dépêché en hélicoptère. Bezalel Smotrich, ministre des finances et des colonies, figure centrale de l'extrême droite israélienne et du gouvernement, y a célébré « *une rectification historique de l'expulsion criminelle de la Samarie du Nord* » et affirmé qu'il n'y aurait jamais d'État palestinien. « *Nous enterrons l'idée d'un État palestinien et nous revenons à la colonie de Sa-Nur* », a-t-il tonitrué, appelant à reproduire partout le modèle de Sa-Nur, à rétablir Homesh, Ganim, Kadim..., toutes les colonies fermées en 2005 ainsi que celles de la bande de Gaza.



La colonie de Sa-Nur, en Cisjordanie occupée, évacuée en 2005, a été rétablie officiellement le 19 avril. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Symbole des ambitions suprémacistes débridées du gouvernement, la réouverture de Sa-Nur constitue un tournant politique majeur. Seize familles s'y sont installées, dont celle de Yossi Dagan, président du Conseil des colonies du nord de la Cisjordanie, qui y vivait dans les années 2000. Cent vingt-six unités d'habitation y seront construites. Le plan a été approuvé par le gouvernement. À l'entrée de la colonie, un panneau annonce : « *Bienvenue en Samarie du Nord. Nous sommes de retour chez nous.* »

Depuis, la pression est à son comble. La terreur aussi. Mohammad fait défiler sur son téléphone les vidéos de « *l'enfer* ». Pendant l'enterrement, se remémore-t-il, des colons commencent à proférer des insultes racistes et à crier : « *Dégagez d'ici.* » Les proches du défunt encaissent, contraints de dire adieu à « *Haj Hussein* » dans un climat de haine. Ils accélèrent la cérémonie et rentrent. Quelques minutes plus tard, des enfants accourent : « *Les colons sont dans le cimetière et creusent la tombe de grand-père.* »

L'accueil du village de Fandaqumiya

Mohammad et ses frères y retournent en vitesse. Les soldats les bloquent à l'entrée. Le chef de la sécurité de Sa-Nur leur intime d'enlever le corps de leur père. « *Mais on vient juste de l'enterrer* », explique Mohammad. « *Si vous ne l'enlevez pas, j'amène une pelleteuse, je le donne aux chiens ou à un cochon* », menace le colon.



Mohammad se recueille sur la tombe de son père, dans le cimetière de Fandaqumiya (Cisjordanie occupée), en mai 2026. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Les frères s'exécutent. Ils n'ont pas le choix. « *C'est comme si on nous avait planté un couteau dans le cœur.* » Lorsqu'ils accèdent à la tombe, les colons l'ont déjà bien profanée. Ils ne sont pas loin d'atteindre le cadavre. Les fils terminent l'extraction. En tirant le corps hors de la tombe, la peau se déchire avec le linceul.

Selon leur récit, l'armée israélienne observe. Elle ne bouge pas. Elle se contente de repousser les familles : « *Reculez, reculez.* » Elle se soumet aux colons. « *Ce sont eux qui donnent les ordres* », affirme Mohammad.

Le corps est ramené à la maison. La famille lui dit adieu une nouvelle fois, dans les larmes et les cris. Les sœurs, les frères, la mère, Sabaha, 76 ans, qui « *pourrait en mourir* ». Puis les fils se rendent à Fandaqumiya pour demander l'autorisation d'enterrer leur père dans le cimetière local, en zone B, sous administration civile palestinienne.



Le chemin qui mène au cimetière d'Al-Asasa (Cisjordanie occupée), où les habitant·es ne peuvent plus se rendre, en mai 2026. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Hussein Mohammad Asasa repose désormais là-bas, seul, loin du cimetière familial. *« Tout s'est passé deux fois, dit Mohammad. Nous avons rouvert les blessures deux fois. Nous avons pleuré deux fois. Ils nous ont infligé une torture à vie. »*

Avant de mourir, Hussein Mohammad Asasa l'avait vu venir. *« Il disait que nous allions vivre une situation pire que tout ce que nous avons connu, raconte Mohammad. Nous savons ce que font ces colons partout en Cisjordanie. Nous allons être aux premières loges. »*

Né à Khdaira, sur la côte, au sud de Haïfa, Hussein Mohammad Asasa était un réfugié de 1948. Après avoir transité par la région de Beersheba, dans le Néguev, il avait échoué au nord, dans le village d'Al-Asasa, d'un millier d'habitants. Négociant en bétail (moutons, chèvres), il avait ensuite réorienté son activité vers le commerce de voitures. Ses affaires s'étendaient de Hébron au sud jusqu'à Jénine au nord. C'était un homme respecté, connu de tous. Il laisse sept fils, trois filles et trente petits-enfants.



Hassen Jarar, conseiller municipal à Fandaqumiya (Cisjordanie occupée), en mai 2026. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

Seule consolation dans cette tragédie : ses proches pourront se recueillir sur sa tombe. Le cimetière d'Al-Asasa, lui, est désormais inaccessible. Dès qu'un habitant s'en approche, les soldats interviennent, se font menaçants, tout comme les colons qui débarquent avec leurs armes et leurs chiens. « *Ils peuvent tout faire : saisir ta voiture, te tuer* », affirme Bassam.

« La justice israélienne n'a jamais tranché en notre faveur. »

Bassam, un des fils de Hussein Mohammad Asasa

L'armée israélienne assure condamner « *toute tentative d'agir de manière à perturber l'ordre public, l'État de droit et la dignité des vivants et des morts* ». Elle a déclaré avoir envoyé des soldats de « *la brigade de Samarie* » après un signalement de « *citoyens israéliens effectuant des fouilles dans la zone* » et avoir confisqué leurs outils. « *La question de la coordination des funérailles et de la gestion de l'événement fera l'objet d'une enquête interne, promet-elle, et des enseignements seront tirés.* »

« *Dans un monde normal, confie Bassam, on devrait se tourner vers la justice.* » Mais la famille n'y croit pas. Le conseiller municipal non plus : « *Nous avons déjà eu des procès pour des confiscations de terres. La justice israélienne n'a jamais tranché en notre faveur. Le système judiciaire, l'armée, les autorités : c'est la même face de la médaille.* »



L'entrée de la colonie Sa-Nur (Cisjordanie occupée), en mai 2026. © Photo Rachida El Azzouzi / Mediapart

L'urgence, dit-il, c'est de trouver une solution pour les prochains morts : un terrain en zone B, hors de portée des colons, pour y établir un nouveau cimetière. En attendant, chaque soir ressemble à une veillée. On parle de Hussein Mohammad Asasa, de ce qui arrive.

Selon le quotidien israélien *Haaretz*, le commandement central de l'armée israélienne aurait récemment signé un ordre autorisant la saisie de terrains dans la zone limitrophe de Sa-Nur, afin de construire une « route de sécurité ». Cela signifierait la disparition du cimetière et des terres palestiniennes environnantes.

Le drame de la famille Asasa a suscité l'indignation sur les réseaux sociaux. Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits humains a dénoncé une violence « effroyable » qui n'épargne « ni les morts ni les vivants ». « L'Occident condamne mais ne fait rien. Israël bénéficie d'une impunité totale », se désole Bassam.



Depuis le cimetière de Fandaqumiya (Cisjordanie occupée), vue sur la colonie de Sa-Nur, au centre, et le village d'Al-Asasa, en contrebas à droite, en mai 2026. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Sa-Nur n'est pas un cas isolé. Depuis le début de l'année, au moins dix Palestiniens, contre huit pour toute l'année 2025, ont été tués par des suprémacistes juifs à travers le territoire, où les drapeaux israéliens – et ceux appelant à concrétiser le projet messianique du Troisième Temple – n'ont jamais été aussi nombreux, le long des routes, au fronton des abribus, des voitures, des maisons.

Chaque jour apporte son lot de violences, d'abus, d'humiliations. Les notifications n'en finissent pas de tomber sur les téléphones : ici, la vidéo d'un chien, appartenant à un Palestinien, battu à mort par un colon à Atara ; là, un agriculteur ligoté et frappé par un autre suprémaciste à Beit Iksa. Les ordres de démolition se multiplient dans toute la région. La colonisation avance au M16 et au bulldozer.

« *Nous vivons une Nakba* [« catastrophe » en arabe – ndlr] *continue* », dit Mohammad, à l'heure où les Palestinien·nes commémorent les 78 ans du déplacement forcé de près d'un million d'entre eux lors de la création de l'État d'Israël en 1948. En mars, le jour de l'Aïd, la fête célébrant la fin du ramadan, un colon a poursuivi son fils dans la rue parce qu'il jouait avec un pistolet en plastique. Depuis, l'enfant n'ose plus sortir seul, se réveille toutes les nuits, en proie aux cauchemars.



Un rond-point envahi de drapeaux israéliens pour contrer symboliquement les commémorations du 78e anniversaire de la Nakba, en mai 2026, en Cisjordanie occupée. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Rachida El Azzouzi